*Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I*

Anno 102° — Numero 121

# GAZZETTA UFFICIALE

## DELLA REPUBBLICA ITALIANA

*PARTE PRIMA* **Roma - Giovedì, 18 maggio 1961** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650 841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO-LIBRERIA DELLO STATO-PIAZZA G. VERDI 10, ROMA - TEL. 841-089 848-184 841-737 886-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. 13.390 - Semestrale L. 7.380 - Trimestrale L. 4.020 - Un fascicolo L. 60 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. 12.030 - Semestrale L. 6.520 - Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 10.020 - Semestrale L. 5.520 - Trimestrale L. 3.010 - Un fascicolo L. 50 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

*I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione*

**L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato**

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

## SOMMARIO

### LEGGI E DECRETI

### 1961



### DISPOSIZIONI E COMUNICATI

# LEGGI E DECRETI

LEGGE 9 marzo 1961, n. 345.

**Adesione all'Accordo per l'importazione di oggetti di carattere educativo, scientifico o culturale, e relativi Annessi, adottato a Lake Success, New York, il 22 novembre 1950 e sua esecuzione.**

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Accordo per l'importazione di oggetti di carattere educativo, scientifico o culturale, e relativi Annessi, adottato a Lake Success, New York, il 22 novembre 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo indicato nell'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

*Data a Roma, addì 9 marzo 1961*

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — TRABUCCHI — BOSCO — COLOMBO — MARTINELLI

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA

---

**Accordo per l'importazione di oggetti di carattere educativo, scientifico o culturale** (Lake Success, New York, 22 novembre 1950).

ACCORD POUR L'IMPORTATION D'OBJETS DE CARACTÈRE ÉDUCATIF SCIENTIFIQUE OU CULTUREL

Préambule

Les Etats contractants,

Considérant que la libre circulation des idées et des connaissances et, d'une manière générale, la diffusion la plus large des diverses formes d'expression des civilisations, sont des conditions impérieuses tant du progrès intellectuel que de la compréhension internationale, et contribuent ainsi au maintien de la paix dans le monde;

Considérant que ces échanges s'effectuent essentiellement par l'intermédiaire de livres, de publications et d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel;

Considérant que l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture préconise la coopération entre nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle et no-

tamment l'échange « de publications, d'œuvres d'art, de matériel de laboratoire et de toute documentation utile » et dispose d'autre part que l'Organisation « favorise la connaissance et la compréhension mutuelle des nations en prêtant son concours aux organes d'information des masses », et qu'elle « recommande à cet effet tels accords internationaux qu'elle juge utiles pour faciliter la libre circulation des idées par le mot et par l'image »;

Reconnaissent qu'un accord international destiné à favoriser la libre circulation des livres, des publications et des objets présentant un caractère éducatif, scientifique ou culturel, constituera un moyen efficace de parvenir à ces fins; et

Conviennent à cet effet des dispositions qui suivent:

Article premier

1. Les Etats contractants s'engagent à ne pas appliquer de droits de douane et autres impositions à l'importation ou à l'occasion de l'importation:

*a*) Aux livres, publications et documents, visés dans l'annexe *A* au présent Accord;

*b*) Aux objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel visés dans les annexes *B, C, D* et *E* au présent Accord;

lorsqu'ils répondent aux conditions fixées par ces annexes et sont des produits d'un autre Etat contractant.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article n'empêcheront pas un Etat contractant de percevoir sur les objets importés:

*a*) Des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement, à la condition qu'elles n'excèdent pas celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires;

*b*) Des redevances et impositions autres que les droits de douane, perçues par les autorités gouvernementales ou administratives à l'importation ou à l'occasion de l'importation, à la condition qu'elles soient limitées au coût approximatif des service rendus et qu'elles ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

Article II

1. Les Etats contractants s'engagent à accorder les devises et/ou les licences nécessaires à l'importation des objets ci-après:

*a*) Livres et publications destinés aux bibliothèques et collections d'institutions publiques se consacrant à l'enseignement, la recherche ou la culture;

*b*) Documents officiels, parlementaires et administratifs, publiés dans leur pays d'origine;

*c*) Livres et publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

*d*) Livres et publications reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et distribués gratuitement par ses soins ou sous son contrôle sans pouvoir faire l'objet d'une vente;

*e*) Publications destinées à encourager le tourisme en dehors du pays d'importation, envoyées et distribuées gratuitement;

*f*) Objets destinées aux aveugles;

(*i*) Livres, publications et documents de toutes sortes, en relief, pour aveugles;

(*ii*) Autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles, importés directement par des institutions d'aveugles ou par des organisations de secours aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

2. Les Etats contractants qui appliqueraient des restrictions quantitatives et des mesures de contrôle de change, s'engagent à accorder, dans toute la mesure du possible, les devises et les licences nécessaires pour importer les autres objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, et notamment les objets visés dans les annexes au présent Accord.

Article III

1. Les Etats contractants s'engagent à accorder toutes facilités possibles à l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel importés exclusivement pour être exposés lors d'une exposition publique agréée par les autorités compétentes du pays d'importation et destinés à être réexportés ultérieurement. Ces facilités comprendront l'octroi des licences nécessaires et l'exonération des droits de douane ainsi que des taxes et autres impositions intérieures perçues lors de l'importation, a l'exclusion de celles qui correspondraient au coût approximatif des services rendus.

2. Aucune disposition du présent article n'empêchera les autorités du pays d'importation de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les objets en question seront bien réexportés lors de la clôture de l'exposition.

Article IV

Les Etats contractants s'engagent, dans toute la mesure du possible:

*a*) A poursuivre leurs efforts communs afin de favoriser par tous les moyens la libre circulation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et d'abolir ou de réduire toutes restrictions à cette libre circulation qui ne sont pas visées par le présent Accord;

*b*) A simplifier les formalités d'ordre administratif afférentes à l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel;

*c*) A faciliter le dédouanement rapide, et avec toutes les précautions désirables, des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Article V

Aucune disposition du présent Accord ne saurait aliéner le droit des Etats contractants de prendre, en vertu de leurs législations nationales, des mesures destinées à interdire ou à limiter l'importation ou la circulation après leur importation, de certains objets, lorsque ces mesures sont fondées sur des motif relevant directement de la sécurité nationale, de la moralité ou de l'ordre public de l'Etat contractant.

Article VI

Le présent Accord ne saurait porter atteinte ou entraîner des modifications aux lois et règlements d'un Etat contractant, ou aux traités, conventions, accords ou proclamations auxquels un Etat contractant aurait souscrit, en ce qui concerne la protection du droit d'auteur ou de la propriété industrielle, y compris les brevets et les marques de fabrique.

Article VII

Les Etats contractants s'engagent à recourir aux voies de négociations ou de conciliation pour régler tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord, sans préjudice des dispositions conventionnelles antérieures auxquelles ils auraient pu souscrire quant au règlement de conflits qui pourraient survenir entre eux.

Article VIII

En cas de contestation entre Etats contractants sur le caractère éducatif, scientifique ou culturel d'un objet importé, les Parties intéressées pourront, d'un commun accord, demander un avis consultatif au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

Article IX

1. Le présent Accord, dont les textes anglais et français font également foi, portera la date de ce jour et sera ouvert à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, de tous les Etats Membres des Nations Unies et de tous les Etats non membres auxquels une invitation aura été adressée à cet effet par le Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

2. Le présent Accord sera soumis à la ratification des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article X

Il pourra être adhéré au présent Accord à partir du 22 novembre 1950 par les Etats visés au paragraphe premier de l'article IX. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article XI

Le présent Accord entrera en vigueur à dater du jour où le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aura reçu les instruments de ratification ou d'adhésion de dix Etats.

Article XII

1. Les Etats Parties au présent Accord à la date de son entrée en vigueur prendront, chacun en ce qui le concerne, toutes les mesures requises pour sa mise en application pratique dans un délai de six mois.

2. Ce délai de trois mois à compter du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, pour tous les Etats qui déposeraient leur instrument de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

3. Un mois au plus tard après l'expiration des délais prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, les Etats contractants au présent Accord transmettront à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour assurer cette mise en application pratique.

4. L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture transmettra ce rapport à tous les Etats signataires du présent Accord et à l'Organisation internationale du Commerce (provisoirement à sa Commission intérimaire).

Article XIII

Tout Etat contractant pourra, au moment de la signature, ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout moment ulterieur, déclarer par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord s'étendra à un ou plusieurs des territoires qu'il représente sur le plan international.

Article XIV

1. A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, tout Etat contractant pourra, en son propre nom ou au nom de tout territoire qu'il représente sur le plan international, dénoncer cet Accord par un instrument écrit déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet un an après réception de cet instrument de dénonciation.

Article XV

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats visés au paragraphe premier de l'artiele IX, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et l'Organisation internationale du Commerce (provisoirement sa Commission intérimaire) du dépôt de tous les instruments de ratification ou d'adhésion mentionnés aux articles IX et X, de même que des notifications et dénonciations respectivement prévues aux articles XIII et XIV.

Article XVI

A la demande d'un tiers des Etats contractants, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture portera à l'ordre du jour de la prochaine session de la Conférence générale de cette Organisation la question de la convocation d'une conférence pour la revision du présent Accord.

Article XVII

Les annexes *A*, *B*, *C*, *D* et *E*, ainsi que le Protocole annexé au présent Accord, font partie intégrante de cet Accord.

Article XVIII

1. Conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

2. EN FOI DE QUOI les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Accord au nom de leurs Gouvernements respectifs.

Fait à Lake Success, New York, le vingtdeux novembre mil neuf cent cinquante en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies et dont les copies certifiées conformes seront remise à tout les Etets visés au paragraphe 1 de l'article IX, ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et à l'Organisation internationale du Commerce (provisoirement sa Commission intérimaire).

## ANNEXE *A*

### LIVRES, PUBBLICATIONS ET DOCUMENTS.

(*i*) Livres imprimés.

(*ii*) Journaux et périodiques.

(*iii*) Livres et documents obtenus par des procédés de polycopie autres que l'impression.

(*iv*) Documents officiels, parlamentaires et administratifs, publiés dans leur pays d'origine.

(*v*) Affiches de propagande touristique et publications touristique (brochures, guides, horaires, dépliants et publications similaires) illustrées ou non, y compris celles qui sont éditées par des entreprises privées, invitant le public à effectuer des voyages en dehors du pays d'importation.

(*vi*) Publications invitant à faire des études à l'étranger.

(*vii*) Manuscrits et documents dactylographiés.

(*viii*) Catalogues de livres et de publications, mis en vente par une maison d'édition ou par un libraire établis en dehors du pays d'importation.

(*ix*) Catalogues de films, d'enregistrements ou de tout autre matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, édités par ou pour le compte de l'Organisation des Nations Unies, ou l'une de ses institutions spécialisées.

(*x*) Musique manuscrite, imprimée ou reproduite par des procédes de polycopie autres que l'impression.

(*xi*) Cartes géographiques, hydrographiques ou célestes.

(*xii*) Plans et dessins d'architecture, ou de caractère industriel ou technique, et leurs reproductions, destinés à l'étude dans des établissements scientifiques ou d'enseignement agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

(Les exonérations prevues dans la présente annexe A ne s'appliqueront pas aux objets suivants:

*a*) Articles de papeterie;

*b*) Livres, publications et documents (à l'exception des catalogues ainsi que des affiches et des publications touristiques visés ci-dessus), publiés essentiellement à des fins de propagande commerciale par une entreprise commerciale privée ou pour son compte;

*c*) Journaux et périodiques dans lesquels la publicité excède 70 pour 100 de la surface;

*d*) Tous autres objets (à l'exception des catalogues visés ci-dessus) dans lesquels la publicité excède 25 pour 100 de la surface. Dans le cas des publications et affiches de propagande touristique, ce pourcentage ne concerne que la publicité commerciale privée).

## ANNEXE *B*

### ŒUVRES D'ART ET OBJETS DE COLLECTION DE CARACTÈRE ÉDUCATIF, SCIENTIFIQUE OU CULTUREL

(*i*) Peintures et dessins, y compris les copies, entièrement exécutés à la main, à l'exclusion des objets manufacturés décorés.

(*ii*) Lithographies, gravures et estampes, signées et numérotées par l'artiste et obtenues au moyen de pierres lithographiques, planches, ou autres surface gravées, entièrement exécutées à la main.

(*iii*) Œuvres originales de la sculpture ou de l'art statuaire, en ronde bosse, en relief ou *in intaglio,* à l'exclusion des reproductions en série et des œuvres artisanales de caractère commercial.

(*iv*) Objets de collection et objets d'art destinés aux musées, galeries et autres établissements publics agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve qu'ils ne puissent être vendus.

(*v*) Collections et objets de collection intéressant les sciences et notamment l'anatomie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la paléontologie, l'archéologie et l'ethnographie, non destinés à des fins commerciales.

(*vi*) Objets anciens ayant plus de 100 années d'âge.

## ANNEXE *C*

### MATÉRIEL VISUEL ET AUDITIF DE CARACTÈRE ÉDUCATIF, SCIENTIFIQUE OU CULTUREL

(*i*) Films, films fixes, microfilms et diapositives, de caractère éducatif, scientifique ou culturel importés par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, et destinés exclusivement à être utilisés par ces organisations ou par toute autre institution ou association publique ou privée, de caractère éducatif, scientifique ou culturel, également agréée par les autorités susmentionnées.

(*ii*) Films d'actualités (comportant ou non le son) représentant des événements ayant un caractère d'actualité à l'époque de l'importation, et importés, aux fins de reproduction, soit sous forme de négatifs, impressionnés et développés, soit sous forme de positifs, exposés et développés, la franchise pouvant être limitée à deux copies par sujet. Les films d'actualités ne bénéficient de ce régime que s'ils sont importés par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour les recevoir en franchise.

(*iii*) Enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel destinés exclusivement à des institutions (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion) ou associations publiques ou privées de caractère éducatif, scientifique ou culturel, agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ce matériel en franchise.

(*iv*) Films, films fixes, microfilms et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel, produits par l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées.

(*v*) Modèles, maquettes et tableaux muraux destinés exclusivement à la démonstration et à l'enseignement dans des établissements de caractère éducatif, scientifique ou culturel, publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ce matériel en franchise.

## ANNEXE *D*

### INSTRUMENTS ET APPAREILS SCIENTIFIQUES

Instruments et appareils scientifiques destinés exclusivement à l'enseignement ou à la recherche scientifique pure, sous réserve:

*a*) Que les instruments ou appareils scientifiques en question soient destinés à des établissements scientifiques ou d'enseignement, publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour

recevoir ces objets en franchise, ces derniers devant être utilisés sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

b) Que des instruments ou appareils de valeur scientifique équivalente ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

## ANNEXE *E*

### Objets destinés aux aveugles

(*i*) Livres, publications et documents de toutes sortes en relief pour aveugles.

(*ii*) Autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles, importés directement par des institutions d'aveugles ou par des organisations de secours aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

## PROTOCOLE

### Annexe a l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel

Les Etats contractants,

Considérant l'intérêt qu'il y a à faciliter l'accession des Etats-Unis d'Amérique à l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, sont convenus de ce qui suit:

1. Les Etats-Unis d'Amérique auront la faculté de ratifier le présent Accord, aux termes de l'article IX, ou d'y adhérer, aux termes de l'article X, en y introduisant la réserve dont le texte figure ci-dessous.

2. Au cas où les Etats-Unis d'Amérique deviendraient Parties à l'Accord en formulant la réserve prévue au paragraphe 1, les dispositions de ladite réserve pourront être invoquées aussi bien par les Etats-Unis d'Amérique à l'égard de tout Etat contractant au présent Accord, que par tout Etat contractant à l'égard des Etats-Unis d'Amérique, aucune mesure prise en vertu de cette réserve ne devant avoir un caractère discriminatoire.

(Texte de la reserve)

a) *Si, par l'effet des engagements assumés par un Etat contractant aux termes du présent Accord, les importations dans son territoire d'un quelconque des objets visés dans le présent Accord accusent una augmentation relative telle et s'effectuent dans des conditions telles qu'elles portent ou menacent de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents, il sera loisible à cet Etat contractant, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 ci-dessus, et dans la mesure et pendant le temps qui pourront être nécessaires pour prévenir ou réparer ce préjudice, de suspendre, en totalité ou en partie, les engagements pris par lui en vertu du présent Accord en ce qui concerne l'objet en question.*

b) *Avant d'introduire des mesures en application des dispositions du paragraphe* a) *qui précède, l'Etat contractant intéressé en donnera préavis par écrit à l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, aussi longtemps à l'avance que possible, et fournira, à l'Organisation et aux Etats contractants Parties au présent Accord, la possibilité de conférer avec lui au sujet de la mesure envisagée.*

c) *Dans les cas critiques, lorsqu'un retard entraînerait des dommages qu'il serait difficile de réparer, des mesures provisoires pourront être prises en vertu du paragraphe* a) *du présent Protocole, sans consultations préalables, à condition qu'il y ait consultations immédiatement après l'introduction des mesures en question.*

*Pour l'Afghanistan:*

*Pour l'Argentine:*

*Pour l'Australie:*

*Pour l'Autriche:*

*Pour le Royaume de Belgique:*
22 Nov. 1950
Joseph Nisot

*Pour la Bolivie:*
A. Costa du Rels
*ad referendum*
Nov. 22, 1950

*Pour le Brésil:*

*Pour l'Union Birmane:*

*Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:*

*Pour le Canada:*

*Pour Ceylan:*

*Pour le Chili:*

*Pour la Chine:*
Tingfu F. Tsiang
22 Nov. 1950

*Pour la Colombie:*
Eliseo Arango
22 Nov. 1950

*Pour Costa-Rica:*

*Pour Cuba:*

*Pour la Tchécoslovaquie:*

*Pour le Danemark:*

*Pour la République Dominicaine*
Max Henriquez Ureña
Nov. 22, 1950

*Pour l'Equateur:*
Quevedo
Novembre 22, 1950

*Pour l'Egypte:*
M. Salah-El-Din
Nov. 22, 1950

*Pour le Salvador:*
Hector David Castro
Decembre 4, 1950

*Pour l'Ethiopie:*

*Pour la France:*

*Pour la Grèce:*
Alexis Kyrou
Novembre 22, 1950

*Pour le Guatemala:*
Ricardo Castañeda Paganini
22 Novembre 1950

*Pour Haïti:*
Dr. Price-Mars
22 Novembre 1950

*Pour le Honduras:*

*Pour la Hongrie:*

*Pour l'Islande:*

*Pour l'Inde:*

*Pour l'Iran:*

*Pour l'Irak*

*Pour l'Israël:*
Arthur Lourie
22 Novembre 1950

*Pour l'Italie:*

*Pour la République de Corée:*

*Pour le Liban:*

*Pour le Libéria:*

*Pour le Grand-Duché de Luxembourg:*
Pierre Pescatore
22 Novembre 1950

*Pour le Mexique:*

*Pour Monaco:*

*Pour le Royaume des Pays-Bas:*
D. J. Balluseck
22 Nov. 1950

*Pour la Nouvelle-Zélande:*

*Pour le Nicaragua:*

*Pour le Royaume de Norvège:*

*Pour le Pakistan:*

*Pour le Panama:*

*Pour le Paraguay:*

*Pour le Pérou:*

*Pour les Philippines:*
Carlos P. Rómulo
Novembre 22, 1950

*Pour la Pologne:*

*Pour l'Arabie Saoudite:*

*Pour la Suède:*

*Pour la Suisse:*
Jean-Frederic Wagnière
22 Novembre 1950

*Pour la Syrie:*

*Pour la Thaïlande:*
Wan Waithayakon
22 Novembre 1950

*Pour la Turquie:*

*Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:*

*Pour l'Union Sud-Africaine:*

*Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:*

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:*
Gladwyn Jebb
Novembre 22, 1950

*Pour les Etats-Unis d'Amérique:*

*Pour les Etats-Unis d'Indonésie:*

*Pour l'Uruguay:*

*Pour le Venezuela:*

*Pour le Yémen:*

*Pour la Yougoslavie:*

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

*Il Ministro per gli affari esteri*
Segni

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 6 gennaio 1961, n. 346.

**Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico commerciale statale di Corato (Bari).**

N. 346. Decreto del Presidente della Repubblica 6 gennaio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dello Istituto tecnico commerciale statale di Corato (Bari) viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: Gonella
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 12 *maggio* 1961
*Atti del Governo, registro n.* 136, *foglio n.* 123. — Villa

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 7 febbraio 1961, n 347.

**Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto professionale per l'industria e l'artigianato « A. Bernocchi » di Legnano.**

N. 347. Decreto del Presidente della Repubblica 7 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, viene soppressa la Cassa scolastica della cessata Scuola tecnica industriale « A. Bernocchi » di Legnano. Inoltre, con lo stesso decreto, la Cassa scolastica dell'Istituto professionale per l'industria e l'artigianato « A. Bernocchi » di Legnano viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: Gonella
*Registrato alla Corte dei conti, addì* 12 *maggio* 1961
*Atti del Governo, registro n:* 136, *foglio n.* 124. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 febbraio 1961, n. 348.

**Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico agrario statale di Catanzaro.**

N. 348. Decreto del Presidente della Repubblica 16 febbraio 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dello Istituto tecnico agrario statale di Catanzaro viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 maggio 1961*
*Atti del Governo, registro n.* 136, *foglio n.* 122. — VILLA

---

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 aprile 1961, n. 349.

**Autorizzazione all'Opera nazionale di assistenza per gli orfani dei militari dell'Arma dei Carabinieri, con sede in Roma, ad accettare la donazione di due immobili siti in provincia di Ferrara.**

N. 349. Decreto del Presidente della Repubblica 5 aprile 1961, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, l'Opera nazionale di assistenza per gli orfani dei militari dell'Arma dei Carabinieri, con sede in Roma, presso il Comando generale di detta Arma, viene autorizzata ad accettare la donazione di due immobili siti in provincia di Ferrara.

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
*Registrato alla Corte dei conti, addì 12 maggio 1961*
*Atti del Governo, registro n.* 136, *foglio n.* 127. — VILLA

---

DECRETO MINISTERIALE 8 marzo 1961.

**Nuovo inquadramento nei prezzi di tariffa di alcuni tipi di tabacchi lavorati esteri.**

IL MINISTRO PER LE FINANZE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 19 dicembre 1958, n. 1085;
Vista la legge 11 aprile 1959, n. 137;
Vista la legge 21 ottobre 1960, n. 1314;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1959, n. 167, e successive modificazioni;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 15 dicembre 1960, n. 1545;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 dicembre 1960, n. 1585;
Visto il decreto del Ministro per le finanze di concerto con il Ministro per il tesoro in data 27 dicembre 1960, registrato alla Corte dei conti il 28 dicembre 1960, registro n. 6 Monopoli, foglio n. 347;
Ritenuto che occorre provvedere alla variazione dell'inquadramento di alcuni tipi di sigarette di produzione estera nella classificazione di cui alla tabella annessa al predetto decreto del Presidente della Repubblica 15 dicembre 1960, n. 1545, in base ai nuovi prezzi richiesti dai fornitori;

Decreta:

*Articolo unico.*

Nella classificazione stabilita dal decreto del Presidente della Repubblica 15 dicembre 1960, n. 1545, i seguenti tipi di sigarette di produzione estera sono inquadrati nei prezzi di tariffa a fianco di ciascuno indicati:

*Sigarette di produzione estera provenienza C.E.E. Olandesi*:

Muratti's Ariston L. 17.500 il Kg. convenzionale più dazio;
Mercedes Filtre L. 17.500 il Kg. convenzionale più dazio;

*Sigarette di produzione estera provenienza Paesi terzi Svizzere*:

North Pole Filter L. 17.000 il Kg. convenzionale più dazio.

Il presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione, avrà effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 marzo 1961

*Il Ministro per le finanze*
TRABUCCHI

*Il Ministro per il tesoro*
TAVIANI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1961*
*Registro n.* 3 *Monopoli, foglio n.* 100.

(2794)

---

DECRETO MINISTERIALE 6 maggio 1961.

**Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa agricola e forestale « Caudina », con sede in Cervinara (Avellino).**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Vista la sentenza del Tribunale di Avellino in data 10-20 febbraio 1961, con la quale è stato dichiarato lo stato di insolvenza della Società cooperativa agricola e forestale « Caudina », con sede in Cervinara;
Udito in via d'urgenza il Comitato costituitosi in seno alla Commissione centrale per le cooperative ai sensi dell'art. 19, lettera *b*) del decreto legislativo 14 dicembre 1947, n. 1577;
Ritenuta la necessità di sottoporre la cooperativa in parola alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;
Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa agricola e forestale « Caudina », con sede in Cervinara, costituita in data 17 marzo 1956, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;
L'avv. Domenico Clemente è nominato liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 maggio 1961

*Il Ministro*: SULLO

(2873)

DECRETO MINISTERIALE 4 maggio 1961.
**Sostituzione di un membro della Commissione provinciale per il collocamento di Lucca.**

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto ministeriale 30 gennaio 1960, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Lucca;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione di Lucca n. 06198 in data 22 marzo 1961, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione, per dimissioni, del dott. Ghilardi Dino rappresentante dell'Associazione industriale in seno alla suddetta Commissione provinciale con il dott. Niccolai Gisberto;

Vista la lettera datata 14 marzo 1961 dell'Associazione degli industriali di Lucca con cui si richiede la sostituzione;

Ritenuta l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

*Articolo unico.*

Il dott. Niccolai Gisberto è nominato membro della Commissione provinciale per il collocamento di Lucca quale rappresentante dell'Associazione degli industriali di Lucca in sostituzione del dott. Ghilardi Dino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 maggio 1961

*Il Ministro*: SULLO

(2872)

DECRETO MINISTERIALE 12 maggio 1961.
**Modifica alla composizione della Deputazione della Borsa valori di Milano.**

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il proprio decreto in data 22 dicembre 1960, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana n. 1 del 2 gennaio 1961, concernente la costituzione delle Deputazioni presso le Borse valori italiane per l'anno 1961;

Vista la deliberazione in data 5 aprile 1961, con la quale la Giunta della Camera di commercio, industria e agricoltura di Milano propone la sostituzione del dott. Giancarlo Tanzi, deceduto, con il dott. Urbano Aletti nella carica di membro supplente della Deputazione della Borsa valori di Milano;

Ritenuto che occorre modificare la composizione della predetta Deputazione di Borsa;

Decreta:

A far parte della Deputazione della Borsa valori di Milano per l'anno 1961, in rappresentanza degli agenti di cambio della Borsa valori di Milano, è chiamato il dott. Urbano Aletti, quale membro supplente, in sostituzione del dott. Giancarlo Tanzi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 maggio 1961

*Il Ministro*: TAVIANI

(2848)

# DISPOSIZIONI E COMUNICATI

## MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

### COMUNITÀ EUROPEE

**Bando di gara n. 99, concernente la fornitura di materiale ferroviario 36 kg. standard per la sostituzione su 50 chilometri di ferrovia concernente le rotaie, le traverse metalliche, le piastre d'appoggio, bulloni per le piastre stesse e rondelle Grower, da consegnarsi a Dakar (Senegal).**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 99, relativo alla fornitura di materiale ferroviario 36 kg. standard per la sostituzione su 50 chilometri di ferrovia concernente le rotaie, le traverse metalliche, le piastre d'appoggio, bulloni per le piastre stesse e rondelle Grower, da consegnarsi a Dakar (Senegal). La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare di Fr. CFA 256.000.000. Termine previsto per la consegna: scaglionata entro 6 e 12 mesi.

Le offerte dovranno essere inviate a M. le Directeur de la Régie des Chemis de Fer du Sénégal, B.P. 265, Dakar (Senegal) prima delle ore 12 del giorno fissato per la loro apertura che avrà luogo il 1° agosto 1961 alle ore 15 negli Uffici della Régie des Chemis de Fer Le offerte possono limitarsi alla fornitura delle rotaie ovvero alle traverse metalliche o a l'insieme della piccola fornitura (piastre d'appoggio, bulloni e rondelle)

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2862)

**Bando di gara n. 100, concernente la fornitura di materiale per l'attrezzatura di un cantiere completo per saldatura di rotaie 36 kg. standard della lunghezza di metri 13,90 e in barre della lunghezza di metri 250 (Saldatura per scintillamento) da consegnarsi a Dakar (Senegal).**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 100, relativo alla fornitura di materiale per l'attrezzatura di un cantiere completo per saldatura di rotaie 36 kg. standard della lunghezza di metri 13,90 e in barre della lunghezza di metri 250 (Saldatura per scintillamento). Il cantiere, sistemato a posto semi-fisso, dovrà essere spostato ogni 20.000 saldature circa e dovrà essere in grado di assicurare un servizio continuo di otto saldature minimo, all'ora. Luogo di consegna: Dakar (Senegal). La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 40.000.000. Termine previsto per la consegna: 9 mesi massimo.

Le offerte dovranno essere inviate a M. le Directeur de la Régie des Chemis de Fer du Sénégal, B.P. 265, Dakar (Senegal), prima delle ore 12 del giorno fissato per la loro apertura che avrà luogo il 1° agosto 1961 alle ore 15 negli Uffici della Régie des Chemins de Fer. Coloro che desiderano partecipare alla presente gara dovranno rimettere offerte per l'insieme della fornitura.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2863)

**Bando di gara n. 101, concernente la fornitura di una draga automotrice aspiratrice, portatrice, ricalcatrice, per il porto di Douala (Camerun).**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 101, relativo alla fornitura, di una draga automotrice aspiratrice, portatrice ricalcatrice, per il porto di Douala (Camerun), da con-

segnarsi a porto di Douala (Camerun). La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 205.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: 12 mesi massimo; il termine esatto dovrà essere rimesso dal candidato nella sua offerta.

Le offerte dovranno essere inviate alla Direction des Ports et Voies Navigables, B.P. 4020 a Douala (Camerun) prima della data fissata per la loro apertura che avrà luogo il 18 agosto 1961 alle ore 16 locali (ore 15 G.M.T.) alla Direction du Port de Douala. I candidati resteranno impegnati dalle loro offerte durante un termine di 4 mesi a partire dal giorno della apertura dei plichi.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2864)

**Bando di gara n. 102, concernente l'equipaggiamento dei territori della Costa d'Avorio e dell'Alto-Volta in veicoli ferroviari per la Régie du Chemin de Fer Abidjan-Niger, in sei lotti.**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 102, relativo all'equipaggiamento dei territori della Costa d'Avorio e dell'Alto-Volta in veicoli ferroviari per la Régie du Chemin de Fer Abidjan-Niger, in sei lotti: lotto n. 1: 16 rimorchi per automotrici; lotto n. 2: 2 vetture-ristorante; lotto n. 3: 2 vetture-letto di 2ª classe; lotto n. 4: 1 vettura di 2ª classe; lotto n. 5: 4 vetture di 3ª classe; lotto n. 6: 20 vagoni ricoperti (per bestiame). Ogni candidato può presentare offerte per uno o più lotti. Luogo di consegna: Abidjan (Costa d'Avorio). La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 366.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: 12 mesi.

Le offerte dovranno essere inviate a M. Le Directeur de la Régie du Chemin de Fer Abidjan-Niger, B.P. 1394 a Abidjan (Costa d'Avorio) entro le ore 17 (ora locale), del 20 luglio 1961. L'apertura avrà luogo il 22 luglio 1961 alle ore 15, ora locale, nella sede della Direction du Chemin de Fer Abidjan-Niger a Abidjan (Costa d'Avorio).

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2865)

**Bando di gara n. 103, concernente la modernizzazione dei ponti metallici, siti entro Agboville e la frontiera dell'Alto-Volta, della ferrovia Abidjan-Niger, in due lotti.**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 103, relativo alla modernizzazione dei ponti metallici, siti entro Agboville e la frontiera dell'Alto-Volta, della Ferrovia Abidjan-Niger, in due lotti: lotto n. 1: fornitura, montaggio e sostituzione e pittura delle campate nuove di metri 10, 15 e metri 25; lotto n. 2: rinforzare, sopraelevare, pitturare e rimpiazzare i pezzi difettosi delle campate di metri 41 di portata. Ogni candidato può presentare offerte per uno o più lotti. La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 130.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: 15 mesi.

Le offerte dovranno essere inviate a Monsieur le Directeur de la Régie du Chemin de Fer Abidjan-Niger a Abidjan, B.P. 1934, entro le ore 17, ora locale, dell'8 agosto 1961. L'apertura delle offerte avrà luogo il 10 agosto 1961 alle ore 15, ora locale, nella sede della Direction du Chemin de Fer Abidjan-Niger a Abidjan (Costa d'Avorio).

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2866)

**Bando di gara n. 104, concernente la sistemazione idro-agricola del perimetro di Soavina, provincia di Fianarantsoa, distretto di Ambatofinandrahana.**

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 32 del 2 maggio 1961 il bando di gara n. 104, relativo alla sistemazione idro-agricola del perimetro di Soavina, provincia di Fianarantsoa, distretto di Ambatofinandrahana. Tale sistemazione prevede: 1. Costruzione di una diga di derivazione sul fiume Tsindra, a km. 0,8 all'est di Soavina; 2. Costruzione del canale principale, di lunghezza km. 9,509; 3. Costruzione del canale sulla sponda destra della palude, di lunghezza km. 5,377; 4. Costruzione del canale sulla sponda sinistra della palude, di lunghezza km. 8,308. 5. Scavatura del canale principale di drenaggio, di lunghezza km. 4,636; 6. Scavatura per km. 6,140 di canali secondari di drenaggio; 7. Fornitura e posa in opera del materiale idraulico. La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 135.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: 24 mesi.

Le offerte dovranno essere inviate a M. L'Ingénieur en Chef, Chef du Service Central du Génie Rural a Nanisana-Tananarive (Madagascar) ovvero rimesse contro ricevuta prima della data fissata per la loro apertura che avrà luogo il 18 luglio 1961 alle ore 15 (ora locale - 12 ore G.M.T.) nell'Ufficio dell'Ingénieur en Chef, Chef du Service Central du Génie Rural a Tananarive.

In applicazione dell'art. 132, paragrafo 4, del trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai Paesi e Territori d'Oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(2867)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Vacanza delle cattedre di « Statistica », « Istituzioni di diritto pubblico » e di « Scienza delle finanze e diritto finanziario » nella Facoltà di economia e commercio della Università di Roma.**

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di economia e commercio della Università di Roma, sono vacanti le seguenti cattedre, cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento:

1) Statistica;
2) Istituzioni di diritto privato;
3) Scienza delle finanze e diritto finanziario.

Gli aspiranti al trasferimento alle cattedre predette, dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana

(2876)

**Avviso di smarrimento del certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione**

Il dott. Giuseppe Brando, nato a Padula (Salerno) il 24 novembre 1929, ha dichiarato di avere smarrito il certificato di abilitazione provvisoria all'esercizio della professione di veterinario, rilasciatogli dalla Università di Napoli in data 15 ottobre 1953.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Napoli.

(2818)

**Esito di ricorso**

Con decreto del Presidente della Repubblica 15 ottobre 1960, registrato alla Corte dei conti in data 21 gennaio 1961, è stato respinto il ricorso straordinario, 9 giugno 1956, prodotto dalla professoressa Vera Gialanella avverso la decisione 12 dicembre 1955, con la quale la Commissione, ex art. 5 della legge 19 marzo 1955, n. 160, operante presso il Provveditorato agli studi di Venezia, respingeva il suo ricorso contro il provvedimento di licenziamento per scarso rendimento.

(2817)

# MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 112

**Corso dei cambi del 17 maggio 1961 presso le sottoindicate Borse valori**

| VALUTE | Bologna | Firenze | Genova | Milano | Napoli | Palermo | Roma | Torino | Trieste | Venezia |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| $ USA | — | 620,60 | 620,59 | 620,60 | 620,60 | — | 620,60 | 620,65 | 620,61 | 620,60 |
| $ Can. | — | 627,80 | 628 — | 628,05 | 628 — | — | 628 — | 627,90 | 627,75 | 627,75 |
| Fr. Sv. | — | 143,44 | 143,42 | 143,42 | 143,40 | — | 143,415 | 143,40 | 143,40 | 143,44 |
| Kr. D. | — | 89,54 | 89,58 | 89,57 | 89,50 | — | 89,55 | 89,60 | 89,54 | 89,55 |
| Kr. N. | — | 86,62 | 86,65 | 86,66 | 86,55 | — | 86,63 | 86,65 | 86,64 | 86,65 |
| Kr. Sv. | — | 120,30 | 120,30 | 120,32 | 120,30 | — | 120,30 | 120,25 | 120,31 | 120,30 |
| Fol. | — | 172,60 | 172,68 | 172,66 | 172,65 | — | 172,665 | 172,65 | 172,62 | 172,60 |
| Fr. B. | — | 12,42 | 12,42 | 12,4225 | 12,4125 | — | 12,42 | 12,40 | 12,42 | 12,425 |
| Fr. Fr. (N.F.) | — | 126,66 | 126,65 | 126,6575 | 126,67 | — | 126,66 | 126,65 | 126,65 | 126,6[illegible] |
| Lst. | — | 1733,80 | 1733,65 | 1733,65 | 1733,75 | — | 1733,55 | 1733,55 | 1733,45 | 1733,70 |
| Dm. occ. | — | 156,32 | 156,30 | 156,325 | 156,30 | — | 156,30 | 156,30 | 156,31 | 156,33 |
| Scell. Austr. | — | 23,82 | 23,80 | 23,815 | 23,80 | — | 23,81125 | 23,80 | 23,81 | 23,82 |
| Escudo Port. | — | 21,63 | 21,64 | 21,635 | 21,60 | — | 21,65 | 21,64 | 21,63 | 21,62 |

**Media dei titoli del 17 maggio 1961**

| | |
|---|---|
| Rendita 3,50 % 1906 | 82,375 |
| Id. 3,50 % 1902 | 79,60 |
| Id. 5 % 1935 | 109,45 |
| Redimibile 3,50 % 1934 | 99,725 |
| Id. 3,50 % (Ricostruzione) | 88,65 |
| Id. 5 % (Ricostruzione) | 100,70 |
| Id. 5 % (Riforma fondiaria) | 100,225 |
| Id. 5 % 1936 | 101,725 |
| Id. 5 % (Città di Trieste) | 100,375 |
| Id. 5 % (Beni Esteri) | 100,025 |
| Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1962) | 102,10 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1963) | 102,575 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1964) | 102,675 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1965) | 102,675 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1966) | 103,025 |
| Id. 5 % ( » 1° gennaio 1968) | 103.125 |
| Id. 5 % ( » 1° aprile 1969) | 102,975 |
| B. T. Poliennali 5 % ( » 1° ottobre 1966) | 102,875 |

*Il Contabile del Portafoglio dello Stato*: ZODDA

**UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI**

**Cambi medi del 17 maggio 1961**

| | |
|---|---|
| 1 Dollaro USA | 620,60 |
| 1 Dollaro canadese | 628,025 |
| 1 Franco svizzero | 143,417 |
| 1 Corona danese | 89,56 |
| 1 Corona norvegese | 86,645 |
| 1 Corona svedese | 120,31 |
| 1 Fiorino olandese | 172,632 |
| 1 Franco belga | 12,421 |
| 1 Franco nuovo (N.F.) | 126,659 |
| 1 Lira sterlina | 1733,60 |
| 1 Marco germanico | 156,312 |
| 1 Scellino austriaco | 23,813 |
| 1 Escudo Port. | 21.642 |

# MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

**Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un terreno in comune di Occhiobello (Rovigo)**

Con decreto 24 gennaio 1961, n. 2076 del Ministro per i lavori pubblici, di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato del terreno segnato nel catasto del comune di Occhiobello (Rovigo), al foglio n. 32, mappale n. 100, di mq. 1596, ed indicato in tinta verde nella planimetria il 5 luglio 1960, in scala 1:2000, dall'Ufficio tecnico erariale di Rovigo, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

**(2806)**

**Rettifica del decreto interministeriale 27 gennaio 1959, n. 1318, relativo al passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato del terreno costituente ex alveo dello scolo Molino, in comune di Baone (Padova).**

Con decreto 31 gennaio 1961, n. 2092, del Ministro per i lavori pubblici, di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto che il terreno di cui si è disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato con il decreto interministeriale 27 gennaio 1959, n. 1318/58 (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del 7 aprile 1959, n. 83) è quello segnato nel catasto del comune di Baone (Padova) col mappale n. 101 1/2, e non col mappale n. 108 1/2 come erroneamente indicato nel succitato decreto 27 gennaio 1959, n. 1318/58.

**(2809)**

# MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

**Perdita di decorazioni al valor militare**

A norma delle disposizioni contenute negli articoli 1 e 10 della legge 24 marzo 1932, n. 453, i sottonotati ex militari sono incorsi nella perdita «de jure» delle sottonotate decorazioni al valor militare e del relativo soprassoldo nonchè delle distinzioni onorifiche di guerra di cui sono insigniti, dalla data a fianco di ciascuno segnata:

*Medaglia d'argento al valor militare*

Bertella Arturo, classe 1894, distretto militare Catanzaro, ex maggiore fanteria complemento, dal 3 marzo 1959;

Innocenti Adamo, classe 1889, distretto militare Pistoia, ex caporale, dal 5 aprile 1943;

*Medaglia di bronzo al valor militare*

Bertella Arturo, classe 1894, distretto militare Catanzaro, ex maggiore fanteria complemento, dal 3 marzo 1959;

*Croce al valor militare*

Bertella Arturo, classe 1894, distretto militare Catanzaro, ex maggiore fanteria complemento, dal 3 marzo 1959;

Ponsetti Carlo, classe 1895, distretto militare Torino, ex capitano fanteria riserva, dal 15 dicembre 1948;

Mora Flavio, classe 1920, distretto militare Piacenza, ex caporale maggiore, dal 4 febbraio 1954.

**(2765)**

## MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

### Rettifiche apportate a precedenti decreti di ricompense al valor militare

*Decreto Presidenziale 11 marzo 1961, registrato alla Corte dei conti, addì 17 aprile 1961, registro n. 55 Esercito, foglio n. 68.*

I seguenti decreti relativi a concessioni di ricompense al valor militare sono rettificati come qui di seguito indicato:

Decreto presidenziale (601) 29 novembre 1954, registrato alla Corte dei conti il 28 dicembre 1954, registro n. 53 Esercito, foglio n. 138 - Bollettino ufficiale 1955, dispensa 6ª, pag. 731.

Decreto Presidenziale (791) 26 marzo 1958, registrato alla Corte dei conti il 19 agosto 1958, registro n. 41 Esercito, foglio n. 184 - Bollettino ufficiale 1958, dispensa 40ª, pagina 3767.

Magi Adriano di Pietro da Genova classe 1917, tenente artiglieria complemento, reggimento artiglieria a cavallo, 1º gruppo.

La motivazione della medaglia d'argento al valor militare concessa con il succitato decreto viene modificata nel modo che segue:

« Sottocomandante di batteria, nelle operazioni sul fronte julio ed in Croazia, era di costante esempio per indomito coraggio, perizia ed elevato senso del dovere. Sul fronte russo in sanguinosi combattimenti si distingueva per audacia e noncuranza del pericolo. Quale capo pattuglia O. C. sulla linea della fanteria, sotto violenta offesa, con calma dirigeva i tiri della batteria. Caduto un comandante di plotone di fanteria, d'iniziativa lo sostituiva e, in testa al reparto, assaltava la posizione avversaria conquistandola di slancio. Nella successiva avanzata, arrestata la colonna, di cui la sua batteria faceva parte, in un passaggio obbligato, prendeva, rapido e deciso, posizione con i suoi pezzi a distanza ravvicinata e sotto intensa reazione nemica, che falcidiava i suoi uomini, con magnifico slancio e ardimento annientava il reparto avversario posto a difesa del passaggio, così che i fanti poterono raggiungere senza difficoltà l'obbiettivo ». — Fronte julio - Croazia - Fronte russo, aprile-dicembre 1941.

Regio decreto 2 ottobre 1942, registrato alla Corte dei conti il 4 novembre 1942, registro n. 41 Guerra, pag. 203 - Bollettino ufficiale 1942, dispensa 125ª, pag. 10153.

Regio decreto 18 ottobre 1942, registrato alla Corte dei conti addì 20 novembre 1942, registro n. 45 Guerra, foglio n. 92 - Bollettino ufficiale 1943, dispensa 21ª, pag. 1658.

Trombetta Mario di Giovanni e di Maria Rotunno, da Bari, maresciallo 8º reggimento bersaglieri. Il nome viene così rettificato: Marco.

(2687)

## MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

### Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di San Severo

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46524/14995, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Calabrese Alfonso, nato a San Severo il 9 gennaio 1914, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 365 riportata in catasto alla particella n. 113/*a z* del foglio di mappa n. 27 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 244.

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46528/14991, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Tenace Maria, nata a San Marco in Lamis il 5 gennaio 1899, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 530 riportata in catasto alla particella n. 113/*a h* del foglio di mappa n. 27 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale col n. 221.

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46525/14994, è stata disposta, a sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a D'Orsi Domenico, nato a San Severo il 6 marzo 1912, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 750 riportata in catasto alla particella n. 113/*a v* del foglio di mappa n. 27 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 243.

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46522/14997, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Pisante Assunta, nata a San Severo il 22 ottobre 1906, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 825 riportata in catasto alla particella n. 113/*a o* del foglio di mappa n. 27 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 228.

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46526/14993, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a Prattichizzo Pasquale, nato a San Severo il 4 novembre 1893, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 4.355 riportata in catasto alla particella n. 113/*p* del foglio di mappa n. 27 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 189.

Con decreto ministeriale in data 3 marzo 1961, numero 46540/14979, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione a D'Addario Amalia, nata a San Severo l'8 settembre 1898, della zona demaniale facente parte del braccio « Nunziatella-Stignano » in San Severo, estesa mq. 220 riportata in catasto alla particella n. 17/*a h* del foglio di mappa n. 39 del comune di San Severo e nella planimetria tratturale con il n. 330.

(2858)

### Sclassificazione ed alienazione di suolo tratturale in comune di Goriano Sicoli

Con decreto ministeriale in data 10 aprile 1961, numero 10658/5246, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione, per alienazione all'Opera nazionale per il Mezzogiorno d'Italia, con sede in Roma, della zona demaniale facente parte del tratturo « Celano-Foggia » tronco urbano di Goriano Sicoli, estesa mq. 2.110 riportata in catasto alla particella numero 531 sub *C* ed in parte sotto la lettera *B/a* del foglio di mappa n. 6 del comune di Goriano Sicoli e distinta nella planimetria tratturale con la lettera *C*.

(2859)

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

### Proroga della gestione commissariale della Società cooperativa « Latteria sociale euganea », con sede in Abano Terme (Padova).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 30 aprile 1961, i poteri conferiti al dott. Leone Bisello, commissario governativo della Società cooperativa « Latteria sociale euganea », con sede in Abano Terme (Padova), sono stati prorogati dal 30 aprile al 31 luglio 1961.

(2857)

## COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

### Conferimento della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Bellosguardo (Salerno) alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli.

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto presidenziale 19 aprile 1948, n. 482 ;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Bellosguardo (Salerno) non possa utilmente funzionare;

Dispone:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Bellosguardo (Salerno) è affidata alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendo apposito verbale, le attività e gli atti dell'Ente anzidetto.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 6 maggio 1961

*Il direttore generale*: BAFFI

(2839)

## COMMISSARIATO DEL GOVERNO NELLA REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

### Ripristino di cognome nella forma tedesca

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 ed il decreto ministeriale 5 agosto 1926, che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 26 giugno 1935, n. 1580 R/Gab., con cui al sig. Renner Antonio, nato a Malles il 14 marzo 1896, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Corridori;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 7 marzo 1961 dalla signora Corridori Albina in Wegmann, figlia del predetto in atto residente a Malles Venosta;

Ritenuto che le ragioni addotte dalla richiedente sono attendibili e tali da giustificare l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la regione Trentino-Alto Adige, approvata con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto n. 12978/Gab. del 20 ottobre 1958, con cui il Commissario del Governo delega al Vice Commissario proprie attribuzioni per la provincia di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano del 26 giugno 1935, n. 1580 R/Gab. è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alla sottoindicata persona.

Per effetto di tale revoca il cognome della signora Corridori Albina in Wegmann nata a Merano il 1° febbraio 1927 e residente a Malles Venosta viene ripristinato nella forma tedesca di Renner.

Il sindaco del comune di Malles Venosta provvederà alla notifica del presente decreto all'interessata a termini del paragrafo VI, comma 13°, delle istruzioni ministeriali anzidette e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 8 maggio 1961

*Il Vice Commissario del governo*: PUGLISI

(2840)

# CONCORSI ED ESAMI

## MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

### Integrazione della Commissione giudicatrice del concorso a trenta posti di aiutante ufficiale giudiziario

Con decreto ministeriale 13 aprile 1961, registrato alla Corte dei conti il 29 aprile 1961, la Commissione del concorso per esame a trenta posti di aiutante ufficiale giudiziario, nominata con decreto ministeriale 11 dicembre 1960, è integrata, per la prova facoltativa di lingua tedesca, dalla componente aggiunta prof. Cristiana Untergasser, insegnante di ruolo di lingua tedesca presso la scuola media Gioacchino Belli di Roma.

(2879)

## MINISTERO DELL'INTERNO

### Concorsi per titoli a posti di segretario generale di 2ª classe vacanti nei comuni di Città di Castello (Perugia), Nocera Inferiore (Salerno), Adria (Rovigo), Senigallia (Ancona) e nella provincia di Sondrio, della classe II.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, sullo stato giuridico ed economico dei segretari comunali e provinciali;

Visto il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371, contenente norme integrative ed esecutive sullo stato giuridico dei segretari comunali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 aprile 1946, n. 447;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, relativo alla documentazione nei pubblici concorsi;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 748, recante modifiche alla legge 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i concorsi per titoli ai posti di segretario generale di 2ª classe vacanti nei comuni di Città di Castello (Perugia), Nocera Inferiore (Salerno), Adria (Rovigo), e Senigallia (Ancona) e nella provincia di Sondrio, della classe II.

Art. 2.

Sono ammessi a concorrere:

*a*) i segretari comunali;

*b*) i segretari provinciali;

*c*) i vice segretari comunali e provinciali cui spetti la effettiva sostituzione del segretario titolare;

*d*) i capi ripartizione di ruolo dei Comuni e delle Provincie;

i quali tutti si trovino nelle condizioni previste ed abbiano i requisiti prescritti dalla legge 9 agosto 1954, n. 748.

Art. 3.

Per essere ammessi ai concorsi suddetti, gli aspiranti devono far pervenire al Ministero dell'interno (Direzione generale dell'amministrazione civile), non oltre il termine di quarantacinque giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, la domanda, redatta su carta da bollo da L. 200, corredata dal talloncino di ricevuta di vaglia postale o da assegno della Banca d'Italia di L. 300 (trecento), quale tassa di concorso, intestato alla Sezione di tesoreria provinciale di Roma, con l'indicazione della causale del versamento.

Art. 4.

Gli aspiranti devono accludere alla domanda tutti i titoli di studio e di servizio ed eventuali pubblicazioni che ritengano di produrre nel proprio interesse, nonchè quelli comprovanti le preferenze stabilite dalla legge in caso di parità di merito, facendone specifica menzione in un elenco in carta semplice in sette esemplari.

Nella domanda gli aspiranti di cui alle lettere *c*) e *d*) debbono dichiarare, espressamente, di essere in possesso della cittadinanza italiana ed indicare, altresì:

la data ed il luogo di nascita;

il Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le condanne penali eventualmente riportate;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata, limitatamente agli aspiranti di cui alle lettere *c*) e *d*) da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Ai fini dell'ammissione al concorso, gli aspiranti di cui alle lettere *c*) e *d*) dell'art. 2 del presente decreto, devono produrre, unitamente alla domanda:

1) un certificato rilasciato dal sindaco ovvero dal presidente della Giunta provinciale, vistato dalla prefettura, dal quale risulti il posto di organico ricoperto e lo stato di servizio, con le qualifiche riportate negli anni di servizio prestato in qualità di capo ripartizione o vice segretario;

2) copia del regolamento organico con relativa pianta autenticata dalla prefettura;

3) diploma di laurea in giurisprudenza od altra equipollente, in originale o in copia autentica notarile.

Art. 5.

I concorrenti di cui alle suddette lettere *c*) e *d*) che risultino utilmente collocati nella graduatoria di merito, che sarà approvata sotto condizione dell'accertamento dei requisiti di ammissione, saranno invitati a produrre, nel termine perentorio di giorni trenta, decorrenti dalla comunicazione del relativo invito, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita;

2) certificato di regolare condotta morale e civile;

3) certificato generale del casellario giudiziario;

4) certificato dal quale risulti che il concorrente gode dei diritti politici e che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscono il possesso;

5) certificato di sana e robusta costituzione fisica ed esenzione da difetti ed imperfezioni che possano influire sul rendimento del servizio, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza.

I documenti indicati nel presente articolo devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e legalizzati, se occorra; quelli indicati ai numeri 2), 3), 4) e 5) devono essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

Gli aspiranti che abbiano presentato domanda per partecipare ad analoghi concorsi indetti in precedenza potranno astenersi dall'allegare nuovamente i titoli, limitandosi a far richiamo alla istanza alla quale questi erano allegati, ma unendo alla domanda di partecipazione ai concorsi di cui al presente bando gli elenchi completi, in carta semplice, dei titoli stessi.

Roma, addì 30 aprile 1961

p. *Il Ministro*: BISORI

**(2825)**

---

**Concorsi per titoli a posti di segretario generale di 1ª classe vacanti nei comuni di Trapani e Benevento e nelle provincie di Cremona e Ferrara della classe I.**

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, sullo stato giuridico ed economico dei segretari comunali e provinciali;

Visto il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371, contenente norme integrative ed esecutive sullo stato giuridico dei segretari comunali;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 aprile 1946, n. 447;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, relativo alla documentazione nei pubblici concorsi;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 748, recante modifiche alla legge 27 giugno 1942, n. 851;

Decreta:

Art. 1.

Sono indetti i concorsi per titoli a posti di segretario generale di 1ª classe vacanti nei comuni di Trapani e Benevento e nelle provincie di Cremona e Ferrara della classe I.

Art. 2.

Sono ammessi a concorrere:

*a*) i segretari comunali;

*b*) i segretari provinciali;

*c*) i vice segretari comunali e provinciali cui spetti la effettiva sostituzione del segretario titolare;

i quali tutti si trovino nelle condizioni previste ed abbiano i requisiti prescritti dalla legge 9 agosto 1954, n. 748.

Art. 3.

Per essere ammessi ai concorsi suddetti, gli aspiranti devono far pervenire al Ministero dell'interno (Direzione generale dell'amministrazione civile), non oltre il termine di quarantacinque giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*, la domanda, redatta su carta da bollo da L. 200, corredata dal talloncino di ricevuta di vaglia postale o da assegno della Banca d'Italia di L. 300 (*trecento*), quale tassa di concorso, intestato alla Sezione di tesoreria provinciale di Roma, con l'indicazione della causale del versamento.

Art. 4.

Gli aspiranti devono accludere alla domanda tutti i titoli di studio e di servizio ed eventuali pubblicazioni che ritengano di produrre nel proprio interesse, nonchè quelli comprovanti le preferenze stabilite dalla legge in caso di parità di merito, facendone specifica menzione in un elenco in carta semplice in sette esemplari.

Nella domanda gli aspiranti di cui alla lettera *c*) debbono dichiarare, espressamente, di essere in possesso della cittadinanza italiana ed indicare, altresì:

la data ed il luogo di nascita;

il Comune nelle cui liste elettorali sono iscritti ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

le condanne penali eventualmente riportate;

la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata, limitatamente agli aspiranti di cui alla lettera *c*), da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante.

Ai fini dell'ammissione al concorso, gli aspiranti di cui alla lettera *c*) dell'art. 2 del presente decreto, devono produrre, unitamente alla domanda:

1) un certificato rilasciato dal sindaco ovvero dal presidente della Giunta provinciale, vistato dalla prefettura, dal quale risulti il posto di organico ricoperto e lo stato di servizio, con le qualifiche riportate negli anni di servizio prestato in qualità di capo ripartizione o vice segretario;

2) copia del regolamento organico con relativa pianta autenticata dalla prefettura;

3) diploma di laurea in giurisprudenza od altra equipollente, in originale o in copia autentica notarile.

Art. 5.

I concorrenti di cui alla suddetta lettera *c*) che risultino utilmente collocati nella graduatoria di merito, che sarà approvata sotto condizione dell'accertamento dei requisiti di ammissione, saranno invitati a produrre, nel termine perentorio di giorni trenta, decorrenti dalla comunicazione del relativo invito, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita;

2) certificato di regolare condotta morale e civile;

3) certificato generale del casellario giudiziario;

4) certificato dal quale risulti che il concorrente gode dei diritti politici e che non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscono il possesso;

5) certificato di sana e robusta costituzione fisica ed esenzione da difetti ed imperfezioni che possano influire sul rendimento del servizio, rilasciato da un medico provinciale o da un medico militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza.

I documenti indicati nel presente articolo devono essere conformi alle prescrizioni della legge sul bollo e legalizzati, se occorra; quelli indicati ai numeri 2), 3), 4) e 5) devono essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

Gli aspiranti che abbiano presentato domanda per partecipare ad analoghi concorsi indetti in precedenza potranno astenersi dall'allegare nuovamente i titoli, limitandosi a far richiamo alla istanza alla quale questi erano allegati, ma unendo alla domanda di partecipazione ai concorsi di cui al presente bando gli elenchi completi, in carta semplice, dei titoli stessi.

Roma, addì 30 aprile 1961

p. *Il Ministro*: BISORI

(2824)

## MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

**Nomina della Commissione esaminatrice del concorso a trentaquattro posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri.**

IL MINISTRO PER LA DIFESA

Visto il decreto ministeriale in data 16 agosto 1960, con il quale è indetto un concorso, per titoli e per esami a trentaquattro posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri (registrato alla Corte dei conti, addì 12 ottobre 1960, registro n. 34 Difesa-Aeronautica, foglio n. 105);

Decreta:

E' nominata la sottonotata Commissione incaricata di procedere agli esami del concorso a trentaquattro posti di tenente in servizio permanente effettivo del Corpo del genio aeronautico - ruolo ingegneri:

gen. isp. G.A.r.i. s.p.e. Tolino Umberto, presidente;

magg. gen. G.A.r.i. s.p.e. Ilari Arturo, membro per la chimica qualitativa;

magg. gen. G.A.r.i. s.p. a disp. La Monaca Umberto, membro per l'elettrotecnica e meccanica applicata macchine;

colonn. G.A.r.i. s.p.e. Schepisi Giuseppe, membro per la meccanica razionale;

colonn. G.A.r.i. s.p.e. Castellucci Gilberto, membro per la meccanica applicata alle costruzioni;

colonn. G.A.r.i. s.p.e. Montuschi Emilio, membro per impianti e macchine elettriche ;

colonn. G.A.r.i. s.p.e. Fea Giorgio, membro per la matematica e fisica;

ten. col. G.A.r.i. s.p. a disp. Cammarota Enrico, membro per le costruzioni civili;

ten. col. G.A.r.i. s.p.e. Marangoni Carlo, membro per la chimica quantitativa e lingua tedesca;

ten. col. G.A.r.i. s.p.e. Pampanelli Gaetano, membro per la chimica generale;

ten. col. G.A.r.i. s.p.e. Montalto Martino, membro per la meccanica;

ten. col. C.C.r.c. s.p.e. Massa Ciro, membro per le lingue inglese e francese;

magg. G.A.r.i. s.p.e. Martuscelli Mario, membro per le macchine termiche e idrauliche;

cap. G.A.r.a.t. s.p.e. Riolfo Aldo, segretario.

A ciascuno dei componenti della suddetta Commissione verranno corrisposti i compensi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto sarà sottoposto alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 aprile 1961

*Il Ministro*: ANDREOTTI

*Registrato alla Corte dei conti, addì 4 maggio* 1961
*Registro n.* 16 *Difesa-Aeronautica, foglio n.* 106. — LAZZARINI

(2847)

## MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

**Proroga del termine del concorso, relativo all'anno scolastico 1959-60, per il conferimento di mille borse di studio da L. 100.000 ciascuna per la celebrazione del X Anniversario della liberazione.**

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Veduto l'art. 1 della legge 3 maggio 1956, n. 402, concernente provvedimenti per la celebrazione del X Anniversario della liberazione nelle scuole della Repubblica;

Veduto il decreto interministeriale 6 marzo 1957, concernente le modalità di conferimento delle borse di studio previste dal citato art. 1;

Veduto il proprio decreto in data 8 febbraio 1961, registrato alla Corte dei conti, addì 17 marzo 1961, registro n. 16 Pubblica istruzione, foglio n. 111, col quale è stato bandito il concorso, relativo all'anno scolastico 1959-60, per il conferimento di mille borse di studio, da L. 100.000 ciascuna così ripartite:

n. 400 per studenti di scuole medie di primo grado;
n. 400 per studenti di scuole medie di secondo grado;
n. 200 per studenti universitari;

Considerato opportunità di prorogare alla data del 31 maggio 1961 il termine utile per la presentazione delle relative documentate istanze di cui al primo comma dell'art. 3 del decreto ministeriale 8 febbraio 1961 sopracitato, per consentire ed agevolare una più larga partecipazione di aspiranti al concorso stesso;

Decreta:

Il termine del 30 aprile 1961 previsto dal primo comma dell'art. 3 del succitato decreto ministeriale 8 febbraio 1961 per la presentazione delle documentate istanze di ammissione al concorso sopra specificato è prorogato alla data del 31 maggio 1961.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 27 aprile 1961

p. *Il Ministro*: ELKAN

*Registrato alla Corte dei conti, addì 15 maggio 1961*
*Registro n.* 31 *Pubblica istruzione, foglio n.* 151

(2884)

**Avviso di rettifica**

Nel bando di concorso a quarantatre posti di maestra istitutrice negli educandati femminili dello Stato (decreto ministeriale 15 febbraio 1961) pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 8 maggio 1961, n. 113, all'art. 6, nota 2, in luogo di « ... o che non risultano agli atti di ufficio note di merito. » leggasi « ... o che non risultano agli atti di ufficio note di demerito ».

Nello schema di domanda di cui all'allegato *B* al bando, in luogo di « ... conseguito nell'anno scolastico ......... presso la scuola elementare di ......... » leggasi « ... conseguito nell'anno scolastico ......... presso l'istituto magistrale di ......... ».

(2870)

## MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ENTE NAZIONALE DI PREVIDENZA ED ASSISTENZA PER I DIPENDENTI STATALI

**Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso per esami a ventotto posti di medico in prova, gruppo A, grado 6°, nel ruolo sanitario, indetto dall'E.N.P.A.S. in data 9 marzo 1960.**

Si dà notizia che nel supplemento al Bollettino ufficiale dell'E.N.P.A.S. del 12 maggio 1961, è stata pubblicata la graduatoria dei vincitori del concorso pubblico per esami a ventotto posti di medico in prova, gruppo *A*, grado 6°, nel ruolo sanitario.

(2868)

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI POTENZA

**Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Potenza.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto l'art. 12 del decreto presidenziale 10 giugno 1955, n. 854, sostitutivo dell'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 44 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del sopracitato decreto presidenziale;

Visto il proprio precedente decreto n. 348 del 25 febbraio 1961, con il quale è stato bandito il pubblico concorso per le condotte mediche vacanti in Provincia al 30 novembre 1960;

Vista la legge n. 296 del 13 agosto 1958;

Viste le proposte degli Ordini professionali e dei Comuni interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di medico condotto vacanti nella provincia di Potenza al 30 novembre 1960 è costituita come segue:

*Presidente*:
Maddalena dott. Paolo, vice prefetto vicario.

*Componenti*:
Chimienti dott. Nicola, medico provinciale;
Petrone dott. Potito, primario medico dell'Ospedale San Carlo di Potenza;
Pesce dott. Giovanni, primario chirurgo dell'Ospedale San Carlo di Potenza;
Fulcoli dott. Giacomo, medico condotto del comune di Pietragalla.

*Segretario*:
Alfano dott. Alfonso, consigliere di prefettura.

La Commissione esaminatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Potenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio dell'Ufficio medico provinciale di Potenza.

Potenza, addì 3 maggio 1961

*Il medico provinciale*: CHIMIENTI

(2826)

## UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI POTENZA

**Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Potenza.**

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto l'art. 12 del decreto presidenziale 10 giugno 1955, n. 854, sostitutivo dell'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto l'art. 50 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del sopracitato decreto presidenziale;

Visto il proprio precedente decreto n. 348 del 25 febbraio 1961, con il quale è stato bandito il pubblico concorso per le condotte ostetriche vacanti in Provincia al 30 novembre 1960;

Vista la legge n. 296 del 13 agosto 1958;

Viste le proposte degli Ordini professionali e dei Comuni interessati;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Potenza al 30 novembre 1960, è costituita come segue:

*Presidente*:
Maddalena dott. Paolo, vice prefetto vicario.

*Componenti*:
Chimienti dott. Nicola, medico provinciale;
Superbi prof. dott. Carlo, primario ostetrico dell'Ospedale San Carlo di Potenza;
Catalani dott. Domenico, specialista in ostetricia;
Veroli ostetrica Giovanna, ostetrica condotta del comune di Potenza.

*Segretario*:
Santoro dott. Gaetano, consigliere di prefettura.

La Commissione esaminatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica del presente decreto ed avrà la sua sede in Potenza.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio dell'Ufficio medico provinciale di Potenza.

Potenza, addì 3 maggio 1961

*Il medico provinciale*: CHIMIENTI.

(2827)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.